



La dissuasion nucléaire : notre nouvelle ligne Maginot

Alain Refalo, Centre de ressources sur la non-violence
4 mars 2026

https://alainrefalo.blog/2026/03/04/la-dissuasion-nucleaire-notre-nouvelle-ligne-maginot/?jet-pack_skip_subscription_popup



Les déclarations récentes d'Emmanuel Macron sur la dissuasion nucléaire ont été largement saluées, dans les médias comme dans la sphère politique, comme l'expression d'une fermeté réaliste face aux menaces de notre temps. Dans un contexte de guerre en Ukraine et en Iran, de tensions stratégiques mondiales et de recomposition des alliances, la réaffirmation de la « force de frappe » française serait, nous dit-on, un gage de crédibilité et de protection.

Pourtant, derrière cette apparente évidence, il nous faut bien questionner la doctrine de la dissuasion nucléaire. Constitue-t-elle une réponse adaptée aux réalités contemporaines, ou bien devient-elle notre nouvelle ligne Maginot, rassurante en apparence, mais stratégiquement obsolète ?

Une protection imaginaire contre des menaces réelles

La ligne Maginot était cohérente avec l'expérience traumatique de 1914-1918. Elle visait à empêcher la répétition de la guerre de position. Mais elle préparait la France à la guerre d'hier. En mai 1940, l'offensive allemande la contourna.

La dissuasion nucléaire procède d'une logique analogue. Elle est née de la guerre froide, du face-à-face entre blocs et de la menace d'une invasion massive. Elle repose sur un postulat simple : la peur de représailles nucléaires dissuaderait tout adversaire rationnel d'attaquer nos « intérêts vitaux ».

En réalité, aucun Président de la République française ne pourra actionner le bouton nucléaire. Au moment même où il en aurait la tentation vis-à-vis d'un État nucléaire (la Russie en toute hypothèse), il serait bien obligé de convenir que dans les minutes qui suivraient la France serait sous la menace de sa totale vitrification. Il serait donc dissuadé de dissuader. En ce sens, la dissuasion nucléaire est une illusion stratégique.

Surtout, les conflits contemporains ne se présentent plus sous la forme d'une invasion frontale de divisions blindées, hypothèse des années 60. Cyberattaques, sabotages, conflits hybrides, instrumentalisation énergétique, déstabilisations politiques, la conflictualité s'est déplacée. L'arme nucléaire ne protège ni des ingérences informationnelles, ni des attaques terroristes, ni des crises climatiques, ni de l'effondrement des chaînes d'approvisionnement.

En ce sens, la dissuasion fonctionne surtout comme un dispositif psychologique interne. Elle rassure l'opinion et conforte l'idée d'une souveraineté intacte, mais elle ne répond pas aux vulnérabilités effectives. Pourquoi personne ne le dit ?

L'impensé moral : menacer l'indéfendable

La dissuasion nucléaire repose sur la menace de détruire massivement des populations civiles. On affirme qu'il ne s'agit que d'une menace et non d'une intention. Mais toute menace crédible suppose la possibilité de son exécution.

Peut-on sérieusement considérer comme moralement soutenable une doctrine qui implique, en dernière instance, l'anéantissement total de villes entières ? La dissuasion prétend garantir la paix par la terreur. Elle exige que l'on accepte l'idée qu'un président puisse, en quelques minutes, décider de la mort de centaines de milliers d'êtres humains. Quel président serait assez fou pour prendre cette décision ? Le président Macron a-t-il bien conscience de quoi il parle ?

Ce point est souvent éludé dans les discours officiels. On parle de « crédibilité », de « posture », d'« intérêts vitaux », mais rarement des vies, des générations irradiées. Le langage technico-stratégique neutralise l'horreur d'un bombardement nucléaire. En ce sens, la dissuasion n'est qu'une construction idéologique. Elle cherche à normaliser l'impensable et l'indicible.

La « dissuasion élargie » : sécurité partagée ou spirale perçue ?

L'idée avancée par le président d'une possible « dissuasion élargie », c'est-à-dire d'une prise en compte accrue des intérêts de partenaires européens dans la doctrine nucléaire française, est présentée comme un geste de solidarité stratégique.

Mais du point de vue russe, une telle évolution peut être interprétée autrement. Si la force française, historiquement strictement nationale, est perçue comme s'inscrivant davantage dans une

architecture de confrontation élargie, elle cesse d'être un facteur d'autonomie pour devenir, aux yeux de Moscou, un élément supplémentaire du dispositif occidental.

Or la dissuasion repose sur la perception. Si une posture est interprétée comme une extension du champ des intérêts vitaux à l'échelle européenne, elle peut être lue comme une augmentation du seuil d'engagement potentiel. Autrement dit, ce qui est présenté comme une garantie supplémentaire peut être perçu comme une menace additionnelle.

Dans un contexte de tensions extrêmes, ce type de signal stratégique peut alimenter des calculs d'anticipation. L'histoire nucléaire montre que les doctrines ne sont jamais reçues telles qu'énoncées. Elles sont décodées à travers des prismes de méfiance, de suspicion et de rivalité. En voulant renforcer la crédibilité, on peut involontairement consolider, chez l'adversaire, l'idée que l'affrontement devient structurel et inévitable.

La dissuasion élargie pose donc une question centrale : élargir le parapluie nucléaire, est-ce élargir la protection, ou étendre la zone d'escalade possible ?

Une escalade silencieuse

Les défenseurs de la dissuasion présentent celle-ci comme un facteur de stabilité. Or l'histoire montre qu'elle alimente aussi une dynamique de course aux armements permanente : modernisation des vecteurs, renouvellement des sous-marins, perfectionnement des missiles, adaptation aux nouvelles technologies.

La France investit des dizaines de milliards d'euros dans la modernisation de son arsenal. Cette trajectoire budgétaire est rarement discutée publiquement. Elle se déploie dans un consensus quasi unanime. La dissuasion est devenue un dogme qui a le consentement de tout le spectre politique.

Mais plus une arme est sophistiquée, plus elle accroît la tentation de l'intégrer dans des scénarios opérationnels. La frontière entre dissuasion et emploi se brouille lorsque certains responsables évoquent la possibilité d'une « frappe d'avertissement », un euphémisme qui cache la réalité : cette « frappe d'avertissement » entraînerait la mort instantanée de dizaines de milliers de personnes, sans compter les conséquences durables sur l'environnement et la vie de millions de personnes. Ce serait déjà un geste irréversible, une catastrophe majeure.

La ligne Maginot, elle aussi, mobilisait des ressources considérables. Elle produisait un sentiment de sécurité qui a pu retarder d'autres investissements stratégiques. Une défense peut devenir un écran.

Une souveraineté illusoire

On présente la dissuasion comme l'ultime garantie d'indépendance nationale. Pourtant, dans un monde interdépendant, aucune puissance moyenne ne peut prétendre isoler son destin du reste de la planète.

La sécurité réelle dépend aujourd'hui de coopérations, de résilience sociale, de stabilité climatique, de robustesse démocratique. Une nation fracturée intérieurement, traversée par la défiance et les inégalités, n'est pas sécurisée par quelques têtes nucléaires.

La véritable ligne de défense n'est-elle pas d'abord politique et sociale ? La cohésion démocratique, la confiance civique, la capacité de résistance civile ne constituent-elles pas des facteurs stratégiques au moins aussi décisifs que la capacité d'anéantissement ?

Le silence critique

Ce qui « frappe » dans les réactions au discours présidentiel, c'est la faiblesse des voix dissonantes. La dissuasion demeure toujours un tabou. Toute critique est rapidement disqualifiée comme naïve ou irresponsable.

Or l'irresponsabilité pourrait consister précisément à ne pas interroger une doctrine héritée d'un autre siècle. Les certitudes stratégiques d'hier peuvent devenir les impensés dangereux de demain.

La ligne Maginot n'était pas critiquée par excès de confiance dans un modèle figé. **Aujourd'hui, l'enjeu est d'ouvrir un débat réel sur la pertinence, la soutenabilité morale et l'efficacité stratégique de la dissuasion nucléaire.**

Sortir de la forteresse mentale

La dissuasion nucléaire agit comme une forteresse mentale. Elle promet une sécurité absolue dans un monde instable. Mais cette promesse repose sur la menace d'une catastrophe irréversible. À aucun moment dans les médias, y compris les médias indépendants progressistes, depuis plusieurs jours, ce point n'est abordé.

Refuser de questionner cette doctrine au nom du réalisme, c'est peut-être confondre prudence et conformisme. Le réalisme authentique commence par l'examen critique des postulats.

La ligne Maginot fut contournée parce qu'elle était pensée comme indépassable. Une stratégie qui ne se remet pas en question finit toujours par devenir vulnérable.

La France a besoin d'une réflexion stratégique clairvoyante, ouverte et pluraliste. La dissuasion nucléaire ne peut rester un sanctuaire intellectuel. Toute doctrine qui engage la survie de l'humanité mérite davantage qu'un consensus automatique.

PS : Voir également l'article de ce jour de Daniel Durand, qui apporte de nombreuses précisions chiffrées et qui complète utilement cet article : [Relations internationales: LA DÉRIVE : PREMIÈRES REMARQUES SUR LE DISCOURS D'EMMANUEL MACRON À L'ÎLE LONGUE](#)